

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement
(SAFE)

Pôle de l'environnement

Cergy, le

16 OCT. 2015

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 0738 de MISE EN DEMEURE

Société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)

à GONESSE

Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 171-8 et R.516-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface soumis à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 février 2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 1976 autorisant la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de GONESSE – 2, Rue des Frères Montgolfier, classées sous les rubriques N° 2565 et N° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société **PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)** ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société **PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)**, relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (RSDE) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2014 fixant le montant des garanties financières que doit constituer la société **PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)** ;

VU le rapport du 23 juillet 2015 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise établi suite à la visite d'inspection réalisée le 30 juin 2015 ;

VU la lettre du 23 juillet 2015 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise par laquelle l'exploitant est invité à formuler des observations sur la proposition de mise en demeure, dans un délai de quinze jours ;

CONSIDÉRANT que le délai laissé à l'exploitant dans le courrier du 23 juillet 2015 s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection réalisée le 30 juin 2015, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la constitution des garanties financières, telle que prévue dans l'arrêté du 22 décembre 2014 ; qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié qui impose, à compter du 1er juillet 2015, la constitution de 40 % du montant initial des garanties financières s'élevant à 143.288 € et fixées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 ;

CONSIDÉRANT que le non-respect de ces dispositions constitue une non-conformité notable ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, par conséquent, de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société **PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)** de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié en constituant 40 % du montant des garanties financières fixées par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 pour le site qu'elle exploite à GONESSE – 2, Rue des Frères Montgolfier ;

SUR la proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Val-d'Oise ;

A R R E T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement, la **Société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM)** implantée à GONESSE – 2, rue des Frères Montgolfier est mise en demeure de constituer 40 % du montant des garanties financières, soit 57 315€ TTC dans un délai d'UN MOIS à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L.171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de GONESSE pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cédex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise, le directeur départemental des territoires, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France et le maire de GONESSE sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Daniel BARNIER

